



# CRÉATION DE LA COMMISSION DE RECOURS DE L'INVALIDITÉ

**La réforme du contentieux  
des pensions militaires d'invalidité**

# LA RÉFORME AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2019

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019, ce sont les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel qui seront chargés des contentieux des pensions militaires d'invalidité ainsi que de leurs droits annexes (soins médicaux et appareillage, reconversion et accompagnement professionnel).

**Leur saisine devra être impérativement précédée d'un recours administratif préalable obligatoire devant la commission de recours de l'invalidité (CRI) créée à cet effet.** Cette commission est dotée d'un pouvoir décisionnel et peut auditionner sur leur demande les demandeurs accompagnés de la personne de leur choix (avocat ou médecin).

Cette commission, unique pour le territoire métropolitain et l'outre-mer, siège à l'Institution Nationale des Invalides. Son secrétariat permanent est adossé à la commission des recours des militaires (CRM) pour s'appuyer sur le savoir-faire d'une structure qui a fait ses preuves depuis 2001.

## LES APPORTS DE LA RÉFORME

La saisine de la commission de recours de l'invalidité permettra de :

- Réexaminer la demande du pensionné dans un climat de confiance et de compréhension des enjeux particuliers qui s'attachent pour la Nation au droit à réparation ;
- Prévenir et réduire le contentieux des PMI ;
- Inclure les associations de pensionnés au processus précontentieux (2 membres d'une association de pensionnés au sein de la commission).

Le recours aux tribunaux administratifs et cours administratives d'appel permettra de :

- Bénéficier de l'expertise de magistrats professionnels ;
- Garantir, au niveau national, la cohérence de la jurisprudence.

# LES INTERVENANTS

## La commission de recours de l'invalidité (CRI)



Elle est constituée des membres suivants :

- Un président, contrôleur général des armées ou officier général ;
- Un médecin chef des services ;
- Un représentant du service des retraites de l'État ;
- Un représentant de la DRH-MD ;
- Deux représentants des pensionnés ;
- Un officier supérieur.

Et en tant que de besoin, un représentant de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) ou de la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

# LES DÉLAIS À RESPECTER

Le délai pour **saisir la commission de recours de l'invalidité (CRI)** est de **6 mois** à compter de la notification de la décision explicite contestée ou de la naissance d'une décision implicite de rejet.

Le délai pour **saisir le tribunal administratif** est de **2 mois** à compter de la notification de la décision explicite de la commission de recours de l'invalidité (CRI).

# LA NOUVELLE PROCÉDURE INSTITUÉE PAR LA RÉFORME

## Demande de pension militaire d'invalidité

Sous-direction des pensions de la DRH-MD  
ou service des retraites de l'État

Décision explicite  
de rejet

Décision implicite  
de rejet\*

Arrêté de concession  
de pension

\* 4 mois après le dépôt de la demande de pension sauf si **une expertise** est diligentée dans ce délai.  
Dans ce cas, **le délai est interrompu** et recommence à courir à l'issue de l'expertise.

**Délai de  
saisine 6 MOIS**

## Recours administratif préalable obligatoire

Commission de recours  
de l'invalidité

Décision explicite  
de rejet

Décision implicite  
de rejet\*

Agrément total  
ou partiel

Mise en œuvre par la sous-direction des pensions  
ou le service des retraites de l'État

\* 4 mois après la date de recours sauf si **une expertise** est diligentée dans ce délai.  
Dans ce cas, **le délai est suspendu** et reprend à l'issue de l'expertise.

**Délai de  
saisine 2 MOIS**

## Requête devant le tribunal administratif

Tribunal  
administratif



## CONTACTS

Par téléphone **01 86 93 81 14** ou **01 79 86 47 18**  
Par courriel **cri.cmi.fct@intradef.gouv.fr**